

Nouveaux Cahiers du socialisme

Les défis de la gauche en Amérique latine

Charmain Levy

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Number 17, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84491ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Levy, C. (2017). Les défis de la gauche en Amérique latine. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 219–220.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Le défi est posé, il s'agit maintenant de le relever. Et rapidement, afin de permettre une réelle émancipation tant collective qu'individuelle pour enfin faire en sorte que chacun puisse devenir « un homme qui interroge² ».

Atelier **Les défis de la gauche en Amérique latine**

Avec Sueli Carneiro (Brésil), Lilian Celibeti (Uruguay), Giovanna Rosa (Chili),
Pablo Solon (Bolivie), Eduardo Ballon (Pérou), Bernardo Toro (Colombie) et
Pierre Mouterde (Québec, NCS)

RAPPORT PAR CHARMAIN LEVY

Depuis les années 1980, la stratégie de la gauche latino-américaine a été de conquérir les espaces institutionnels tout en investissant les mouvements sociaux et la contestation publique. Dans ce processus, elle a été happée par l'État et par la logique du pouvoir. Malgré le fait que les gouvernements progressistes ont provoqué d'importantes transformations, ils ont été absorbés par la logique du capitalisme et par celle du pouvoir. Leur objectif le plus important est devenu de chercher le moyen d'acquérir plus de pouvoir pour rester au pouvoir. Les États d'Amérique latine sont traditionnellement répressifs et représentatifs des valeurs conservatrices et élitistes. En s'adaptant aux structures étatiques, la gauche a renoncé à son objectif initial de faire de la transformation un moyen et une fin.

Pour pouvoir diriger, les chefs de gouvernement de gauche ont opté pour une stratégie d'alliances avec l'opposition de droite. En réalité, un gouvernement populaire ne résidera jamais dans les structures étatiques. La seule façon de bloquer les élites est le recours à des organisations sociales fortes qui jouent un rôle de contrepouvoir.

Le projet économique de la gauche était moderniste et clientéliste, basé sur une stratégie économiciste et étatique se concentrant sur l'investissement dans des projets d'infrastructures et des programmes sociaux pour les plus pauvres. Cette stratégie a conduit à la réduction de la pauvreté, mais aussi au renforcement du secteur privé et à une dépendance extrême aux exportations des réserves pétrolières. Elle a étendu le modèle d'exportation extractiviste et a bénéficié au capital transnational.

L'erreur des gouvernements de gauche a été d'affaiblir les organisations sociales en intégrant des leaders dans les structures étatiques, s'insérant dans une stratégie clientéliste. Cette situation a été accentuée par les politiques de ces gouvernements qui, d'un côté, luttent contre les mouvements dès qu'ils se dissocient d'eux et, de l'autre, cherchent à les encadrer par le biais de rapports clientélistes.

2 Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952.

Pour renouveler le processus de transformation, il faut créer une nouvelle organisation sociale et renforcer les anciennes. Il faut aussi un dialogue intergénérationnel pour recouvrer la mémoire de la résistance sociale et la riche histoire des luttes sociales, ses réalisations et ses limites. Il faut définir le genre de pays à construire et faire preuve de sincérité et d'autocritique. La seule façon de réinventer le processus est de renforcer les structures démocratiques. La lutte contre le conservatisme idéologique est inséparable de la lutte pour la démocratie et les droits. Ce qu'on voit actuellement, ce sont des étincelles de résistance sans forme de coordination ou d'expression politique.

Atelier L'hypothèse communiste

Avec Simon Tremblay-Pepin (Université Saint-Paul),
Jodi Dean (Collèges Hobart et William Smith) et René Charest (NCS)

RAPPORT PAR JEAN TRUDELLE

Il est illusoire de penser vaincre en combattant de manière dispersée un capitalisme entré dans la phase quasi achevée de sa mondialisation. Le pouvoir économique est planétaire, exercé par les multinationales, autant que par les différents organismes de régulation mondiale (FMI, OMC³). Ensemble, ces entités ont un pouvoir qui dépasse largement celui des États. Contrairement à un certain discours, le capitalisme ne souhaite pas *moins* d'État, il veut d'un l'État capable de lubrifier sans vergogne les mécanismes d'une croissance effrénée. Ainsi les gouvernements (même quand la gauche prend le pouvoir) se voient contraints d'exercer leurs responsabilités dans un cadre de plus en plus étroit, soumis aux intérêts supérieurs et incontournables du marché international et d'un développement à tous crins auquel ils sont forcés de souscrire. À l'évidence, la machine capitaliste ne va certainement pas céder le pouvoir réel qu'elle exerce sur la seule base de représentations politiques ! Il faut donc une réponse organisée à l'échelle mondiale, qui doit s'appuyer sur un programme politique cohérent, explicite et organisé. L'échec du capitalisme, de plus en plus manifeste et dénoncé par de plus en plus de mouvements sociaux, commande et rend propice cette riposte politique globale.

Or, un tel projet politique ne peut se contenter d'une opposition systématique, mais éparpillée aux éléments les plus dévastateurs du capitalisme. Il doit nommer et décliner la vision sociale qu'il entend promouvoir et proposer par là une bataille positive, une démarche *pour* un projet de société égalitaire plutôt que *contre* une pléthore d'injustices sociales. Le communisme, nous dit Jodi Dean,

3 FMI : Fonds monétaire international; OMC: Organisation mondiale du commerce.